

COMMUNIQUÉ

de presse



Transports : les usagers et les agents méritent un ministre de plein droit !

L'attitude du président de la République démontre une nouvelle fois sa volonté de ne pas répondre aux aspirations majoritairement exprimées dans les urnes pour un changement de politique.

La nomination d'un premier Ministre du camp conservateur et réactionnaire, à la tête d'un nouveau gouvernement adoubé par l'extrême-droite et composé par les grands perdants des élections législatives, est loin du front Republicain et de l'exigence de progrès social exprimé.

D'ailleurs, au lendemain des JOP 2024, comment parler de l'héritage de ces derniers et de la révolution paralympique sans mettre au cœur du débat public la mobilisation pérenne des moyens financiers, humains et matériels pour offrir un véritable Service public de transports de qualité.

Or, nous sommes perplexes. La nomination de François Durovray aux transports, non Ministre de plein exercice mais seulement « délégué », est déjà un aveu pour ce Gouvernement qu'il compte bien continuer sa politique destructrice des Services publics, notre bien commun à tous.

Connu pour sa vision libérale de l'organisation des transports collectifs, la CGT-RATP l'invite dès maintenant à sortir de l'aveuglement dogmatique qui pousse Valérie Pécresse à privatiser la RATP en ouvrant, dans un premier temps, à la concurrence son réseau bus.

La déstructuration du transport de voyageurs sur la Région fait courir de graves risques de dysfonctionnements dans une région qui pèse près d'1/3 dans le PIB du pays. Ainsi, quand les transports publics fonctionnent mal en Île-de-France, c'est toute l'économie du pays qui vacille, mais également une cohésion sociale, l'accès aux soins, à la culture, au sport... qui éclatent.

Dans les priorités, il y a urgence à décréter un moratoire sur l'ouverture à la concurrence de la RATP.

Parce que s'ajoute un dumping social du fait du levier de la concurrence, la CGT-RATP réaffirme qu'il faut aussi cesser ces politiques nocives pour l'emploi et les salaires. **Le transport n'est pas une marchandise et les travailleurs-euses ne sont pas des variables d'ajustement dans cette jungle libérale.**

Enfin, il ne peut pas y avoir de Service public sans industries. Des filières et des investissements massifs en France sont les conditions d'un transport de qualité, face aux enjeux majeurs dans les domaines des mobilités collectives du quotidien, de leurs forts impacts sur l'environnement.

Afin de porter une autre vision, et organisation, des transports urbains assurés par une entreprise publique de Service public, la CGT-RATP appelle l'ensemble des agents de toutes catégories et de tous les services à se saisir du mardi 1^{er} octobre pour se mobiliser, y compris par la grève, pour exiger ce changement de cap. Elle appelle également les usagers à s'y joindre et leur donne rendez-vous à 14 h 30, Place Denfert Rochereau à Paris.

Paris, le 25 septembre 2024



communication@cgt-ratp.fr



01 44 78 53 61



www.cgt-ratp.fr



85 rue charlot
75003 Paris